

CONFERENCE DE PRESSE

du 19/11/2018

La fermeture du centre AFPA de Romilly s'inscrit dans un vaste plan de casse de la formation professionnelle publique pour favoriser celle du privé. La suppression de 1541 emplois et la fermeture de 38 centres sont ainsi programmées.

Le pouvoir macronisme poursuit ce qu'ont fait depuis une quinzaine d'années les différents gouvernements en imposant à l'AFPA les recettes libérales du système capitaliste ; concurrence et course à la rentabilité.

Pourtant, les besoins de formation n'ont jamais été aussi importants. Tout le monde le reconnaît et admet qu'aujourd'hui un salarié sera amené à changer plusieurs fois de métiers dans sa carrière professionnelle.

Cette attaque frontale à l'encontre du 1^{er} organisme de formation professionnelle de notre pays s'inscrit dans un contexte particulier, celui d'une profonde remise en cause de notre système de formation professionnelle porté par la ministre du travail.

Dans notre région 5 centres seraient appelés à fermer. Nous sommes la seconde région industrielle de France au regard des enjeux que nous devons affronter en termes transition énergétique, numérique, dans un environnement de fortes mutations technologiques et de bouleversements importants du contenu et de l'organisation du travail.

Faire face à de tels enjeux réclame la mise en place d'une réelle ambition régionale en matière de formation professionnelle en lien étroit avec une véritable politique de reconquête industrielle.

Pour la CGT, il est en effet essentiel d'engager une démarche novatrice et sans précédents d'élévation du niveau de compétence et de qualification de la population active de notre territoire.

Dans ce contexte l'AFPA chargée de par la loi d'une mission nationale de service public représente un véritable atout. Doté d'un savoir-faire et de compétences reconnus, elle doit participer activement à la mise en œuvre de cette politique régionale innovante.

Il faut arrêter de brandir les pertes de l'AFPA, elles sont dues à des

désengagements successifs de l'Etat puis des conseils régionaux, quand ce n'est pas à des carences managériales

Un récent audit indique que le retour à l'emploi est élevé après une formation AFPA.

LE CENTRE DE L'AFPA DE ROMILLY PEUT ET DOIT VIVRE.

Spécialisé dans la formation des métiers du bâtiment, il a accueilli jusqu'à plus de 400 stagiaires par an qui venaient de toute la France dont plus de 90 pouvaient être hébergés sur place.

Aujourd'hui, qui peut prétendre un instant qu'il n'y aurait plus besoin de former des salariés et privés d'emplois dans ces métiers ? Personne !

D'autant plus que le bassin d'emploi ROMILLY-NOGENT à un taux de chômage important et que les employeurs du bâtiment ont du mal à trouver des personnes formés

LES BESOINS DE FORMATION DANS LES METIERS DU BATIMENT SONT IMMENSES :

- Dans l'Aube, la profession indique qu'actuellement plus de 600 emplois seraient disponibles, sans doute des milliers à l'échelle du pays.
- La crise du logement est bien une réalité en France. Y faire face nécessite la construction de millions de logements sociaux et autres.
- Au moment où les questions de l'écologie avec la diminution des gaz à effet de serre sont d'une urgence absolue pour le devenir de la planète, il est impératif d'engager un vaste programme de réhabilitation des logements (au moins quatre millions) qui sont de véritables passoires énergétiques.

Pour la CGT, il est inconcevable d'accepter cette casse car elle affaiblira l'offre de formation dans notre secteur et mettra en difficultés les salariés et les privés d'emplois. De ce fait, la CGT appelle les salariés de l'AFPA de la région GRAND EST à se mobiliser pleinement pour la défense de leur emploi, de leur outil de travail et à refuser toute fermeture de centre au regard de leur importance pour nos territoires.